

nucléaires. A ce moment-là, le peuple reconnaissait la politique de défense et de paix de ce grand bonhomme; mais aujourd'hui, il réalise qu'il a été trompé par ce même grand bonhomme, qui prétend avoir changé d'attitude parce que les circonstances ont changé. Or, les circonstances n'ont pas changé, et le peuple, lui, n'a pas changé d'opinion.

Dans son numéro d'avant-hier, le rédacteur en chef du journal *L'Écho de la Lièvre*, organe officiel du parti libéral dans mon comté, écrivait: «Mort aux armes nucléaires». Voilà ce que le peuple, étant le peuple, a compris. Il aurait pu comprendre que si la situation changeait, une guerre devenait imminente, le gouvernement, sur la recommandation du comité de la défense, aurait pu prendre une nouvelle orientation.

Mais où est la guerre aujourd'hui? Je dois reconnaître le bien-fondé des observations du député de Lapointe qui disait: aujourd'hui, des centaines de pays signent une entente sur le désarmement, et le Canada est aujourd'hui le seul à accepter des ogives nucléaires.

S'il y a une guerre aujourd'hui, monsieur le président, je suis d'opinion que c'en est plutôt une relative à l'économie. Les marins sont en guerre aujourd'hui parce qu'ils ne sont pas satisfaits. Les chômeurs sont en guerre parce qu'ils n'ont pas de travail. Les séparatistes sont en guerre, aujourd'hui, parce qu'ils sont déçus de l'attitude du gouvernement libéral. Les libéraux sont en guerre aujourd'hui, l'aile fédérale et l'aile provinciale, parce que l'aile provinciale du parti libéral n'est pas satisfaite de l'attitude de l'aile fédérale du parti libéral.

Que dire, monsieur le président, du parti conservateur? S'il est en guerre aujourd'hui, ce n'est pas tant parce qu'il cherche un chef, mais c'est le chef qui cherche un parti.

Il faut admettre que les créditistes sont aussi en guerre et non pas parce qu'ils cherchent un chef, mais parce qu'ils en ont trop.

Il faut admettre que le parti NPD est en paix, mais c'est faute de combattants, aujourd'hui, il n'y a plus de guerre et il n'y en aura plus jamais, car actuellement pour ce qui est de la faction provinciale de ce parti du NPD dans la province de Québec, cette dernière se charge, au fur et à mesure, d'éviter toute dispute entre l'aile provinciale québécoise et le reste du pays.

Voilà, monsieur le président, la situation qui existe aujourd'hui. Parce qu'il manquait peut-être une cinquantaine de libéraux qui n'ont pas pu appuyer la décision de l'Orateur —que je croyais juste— nous avons à parler encore deux jours sur ce sujet.

Eh bien, monsieur le président, si cela va mal aujourd'hui, si on a à discuter des armes

nucléaires, je me demande un peu si cela n'a pas été voulu par le parti ministériel. Peut-être s'est-il dit: plutôt que de se faire dire pendant deux jours que ça va mal au pays, que les chômeurs ne sont pas satisfaits, qu'il faut absolument donner suite à nos promesses, laissons la Chambre parler durant deux jours sur les armes nucléaires, on ne risque rien, elles sont bien installées au pays, personne ne peut les déloger.

Peut-être cela s'est-il passé ainsi, monsieur le président, mais cela s'est peut-être passé autrement aussi.

Je vois mes jeunes amis de l'autre côté de la Chambre qui sourient, mais quand je regarde mes vieux amis d'en face, je vois qu'ils affichent un visage bien triste, et je pense qu'il est temps que le gouvernement, au lieu de dépenser ses énergies aujourd'hui à défendre l'attitude du ministre des Postes qui distribue le patronage à pleine main, serait mieux d'écouter les nouveaux venus qui, il faut le reconnaître, apportent du sang nouveau à ce parti ministériel.

Ces nouveaux venus ont apporté avec eux quelque chose que nous, les créditistes, avons apporté à la Chambre, c'est-à-dire, peut-être de la naïveté, mais aussi de la sincérité. Ces nouveaux venus ont été envoyés à Ottawa par leurs commettants, tout comme nous du Crédit social, pour dire: Ça fait assez longtemps que ça traîne au Parlement d'Ottawa, nous allons y aller et apporter notre contribution.

Je suis certain que le jour où l'actuel premier ministre décidera qu'il vaut mieux avoir du respect pour ces jeunes députés qui ont été envoyés à Ottawa et leur laisser prendre l'initiative, plutôt que de défendre inutilement les vieux membres du parti, qui, aujourd'hui, donnent une orientation périmée...

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur le président, j'invoque le Règlement, pour reprocher à mon honorable ami d'en face, pour qui j'ai beaucoup d'amitié, son manque de respect à l'égard de nos chefs pour qui nous avons tous beaucoup de respect et d'admiration.

Je demande donc, monsieur le président, que vous rappeliez le député de Labelle (M. Girouard) à l'ordre et qu'il s'en tienne au sujet du présent débat.

M. Girouard: Voici, monsieur le président, j'admire le témoignage d'amitié et de respect que l'honorable député de Lotbinière (M. Choquette) vient de formuler à l'égard de ses chefs.

Tout ce que je souhaite et espère, monsieur le président, c'est que l'honorable député de Lotbinière puisse s'arrêter, de temps en temps,